

Economie de l'eau et lutte contre la pollution

Les eaux souterraines sont mieux protégées en Algérie

Les efforts de l'Office national de l'assainissement (ONA) portent leurs fruits. La preuve en est donnée par l'état des nappes souterraines dans la wilaya de Mascara, dont le niveau de pollution a régressé ces dernières années, selon les indications fournies, mercredi, lors d'une journée technique sur l'eau et l'agriculture à l'université Mustapha-Stambouli de Mascara, par Amar Benzeguir, le directeur général de l'Agence du bassin hydrographique de l'Oranie « Chott Chergui ».

PAR M'HAMED REBAH

Ce résultat a été obtenu, a-t-il fait savoir, dans des propos cités par l'APS, grâce à « l'épuration d'une grande quantité des eaux à usage domestique et industriel par les stations d'assainissement réalisées ces dernières années et au raccordement de plusieurs agglomérations aux réseaux d'assainissement ». Actuellement, l'ONA gère directement 821 communes et un réseau d'assainissement d'une longueur de 37 689 km. L'office exploite 107 stations d'épuration des eaux usées. En septembre 2014, le volume des eaux usées collectées a été de 67 millions m³ et le volume des eaux épurées de 13,6 millions m³. Mais, pour autant, il ne faut pas crier victoire, le taux de nitrates dans les eaux des nappes de la plai-

ne de Ghriiss reste préoccupant, du fait d'une utilisation excessive des engrais chimiques dans les activités agricoles. Pour y remédier, la rationalisation s'impose dans l'emploi des produits chimiques, et le mieux serait de s'orienter vers l'agriculture biologique, estiment les spécialistes. Les participants à la journée technique sur l'eau et l'agriculture ont insisté sur la lutte à mener contre la pollution affectant la qualité de l'eau et les produits agricoles. Les responsables locaux ont noté une régénération des nappes phréatiques dans cette wilaya durant les dernières années à une profondeur de près de 10 mètres, précisent-ils, dans les communes de Sidi Kada, Sidi Boussaïd, Froha, Nesmoth, Guerdjoum, Oued Taria, Ghriiss et Mascara. Le facteur naturel, la pluviométrie dans la région, qui a



permis de réalimenter les nappes, y est pour beaucoup, mais c'est aussi le résultat de la politique d'économie de l'eau qui se décline en deux volets : réutilisation des eaux usées traitées à des fins agricoles et exploitation de moyens modernes d'irrigation, l'eau économisée évite le recours aux eaux souterraines pour la pomper. Une plus grande disponibilité de l'eau a rendu possible l'accroissement de la superficie agricole irriguée dans la wilaya, qui est passée de 37 000 hectares en 2007 à 47 000 ha cette année, et qui doit atteindre 80 000 ha en 2019, d'après le wali de Mascara. Le rapport eau-agriculture est déterminant pour la sécurité alimentaire. Celle-ci passe par la production agricole, qui, elle-même, dépend de la disponibilité de l'eau. Quand la pluviométrie

est faible, ce qui n'est pas rare, les agriculteurs ont tendance à forcer sur l'utilisation des eaux souterraines, avec, d'ailleurs, souvent, une faible efficacité, et quand celles-ci ne sont pas disponibles, faute de ressources suffisantes ou de forages, l'irrigation se fait à l'aide des eaux usées, ce qui est interdit par la loi. A ce propos, des spécialistes de l'ONA estiment que les dispositions de la loi devraient être assouplies pour permettre la réutilisation - dans certaines cultures et sous certaines conditions, à bien définir avec précision, soulignent-ils - des eaux usées non épurées, c'est-à-dire telles qu'elles ont été rejetées, à l'état brut. Mais, pour éviter le recours aux eaux usées brutes, des forages sont autorisés et financés par le Programme national de développement agricole (PNDA).[■]

Thank

HOCINE NECIB À BORDJ BOU-ARRERIDJ :

« Un programme d'urgence pour les wilayas en déficit »

Le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, qui a effectué jeudi dernier une visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj a annoncé l'adoption d'un programme d'urgence pour les wilayas qui connaissent un déficit en matière d'eau potable.

Bordj Bou-Arréridj — qui fait partie de ces wilayas à cause de la diminution des nappes et surtout de la baisse du volume stocké au niveau du barrage de Ain Zada, principale source d'alimentation en eau potable du chef-lieu de wilaya et de cinq autres communes soit 40% de la population est à 31% de ses capacités — a bénéficié d'un programme de l'ordre de 100 milliards de centimes pour la réalisation de 4.500 m de forages, la rénovation des conduites d'adduction, le transfert des eaux du barrage d'Ighil Imeda vers Mahouane pour la pratique des lâchers à destination du barrage de Ain Zada et l'acquisition de dix camions-citernes.

Ce programme qui s'appuie sur une restriction partielle du volume d'eau alloué aux wilayas de Bordj Bou-Arréridj et Sétif et la suspension des fonçages de forages devra permettre de satisfaire les besoins essentiels des habitants de la wilaya.

Mais la solution définitive, a estimé le ministre, consiste dans les grands projets dont la wilaya a bénéficié comme les projets de transfert des eaux du barrage de Tilssdit, situé dans la wilaya de Bouira vers l'ouest de la wilaya et du barrage de Tichihaf vers le nord de cette dernière qui devront être mis en service en 2016.

Le premier qui a nécessité un financement de 900 milliards de centimes a pour objectif de satisfaire les besoins des cinq communes de la daïra de Manssourah, El Mehri, Ouled Sidi Brahim, Harraza et Bendaoud. Il englobe 98 kilomètres de conduite, 24 réservoirs et 10 stations de pompage.

Le second touche les communes d'El Maïen, Djaafra, Colla, Tefreg,

Theniet Ennasr, Zemmoura, Ouled Dahmane et Tassameurt. 125 kilomètres de conduite, 28 réservoirs et 6 stations de pompage sont prévus dans ce projet qui devra coûter 1.100 milliards de centimes.

Mais nous n'attendons pas la réception définitive pour les mettre en service, a indiqué le membre du gouvernement qui a demandé aux services concernés d'ouvrir les vannes de chaque étape qui est terminée.

M. Necib qui s'est rendu à Ras El Oued, seconde agglomération de la wilaya, a donné le coup d'envoi du projet de protection de la ville de Ras El Oued contre les inondations. Ce dernier consiste dans la réalisation de deux galeries, d'un collecteur, d'un caniveau et d'un canal à ciel ouvert permettent également la protection de l'environnement et le gain de terrains d'assiette pour les extensions, pour 30 milliards de centimes.

La même commune a eu droit également à un projet de renforcement de sa dotation en eau potable à partir du barrage de Ain Zada pour une valeur de 132 milliards de centimes.

La station d'épuration de la ville de Ain Tagherout qui a reçu la visite du ministre des Ressources en eau a coûté 100 milliards de centimes. Elle servira en plus de la collecte des eaux usées de la commune, à protéger les eaux du barrage de Ain Zada, à lutter contre la prolifération des maladies à transmission hydrique, à défendre l'environnement et utiliser des eaux usées épurées pour l'irrigation.

Le membre du gouvernement qui a animé une conférence de presse à son retour à Bordj Bou-Arréridj a déclaré qu'il était trop tôt pour parler de sécheresse. Il est plutôt question de retard des pluies a indiqué le ministre qui a ajouté que tous les barrages du pays ont atteint un taux de remplissage de 65%, exception faite de ceux de Ain Zada situé dans la wilaya de Bordj Bou-Ar-



réridj et Ain Dalia qui se trouve à Souk Ahras. Certains d'entre eux déversent de l'eau comme c'est le cas des barrages de Béchar, Tlemcen, Tiaret et Relizane, a-t-il précisé.

9 stations pour le dessalement de l'eau de mer

Pour augmenter l'offre nationale en eau potable, M. Necib a annoncé également la réalisation de 9 stations de dessalement de l'eau de mer. Deux stations seront livrées avant la fin de l'année, il s'agit de celle d'Oran qui a une capacité de 500.000 mètres cubes qui fait d'elle la plus importante d'Afrique et celle de Ténès dans la wilaya de Chlef qui a quant à elle une capacité de 200.000 m³. Deux autres stations de dessalement devront suivre à Tarf et Bejaïa d'une capacité de 100.000 m³ chacune, a déclaré M. Necib qui a noté que cela permettra de participer à hauteur de 20% de l'offre globale à l'horizon 2018.

Le membre du gouvernement, qui a rappelé que le relèvement des tarifs n'était pas à l'ordre du jour du gouvernement, a mis en exergue les bienfaits de la gestion déléguée qui vont de la

modernisation des services publics et le transfert du savoir-faire aux cadres algériens.

Cela nous a permis de passer à une autre forme de partenariat celui de l'assistance technique qui est moins coûteuse que la première. Les mêmes experts qui ont travaillé directement sur la gestion de l'eau dans les villes d'Alger, Oran et Constantine devront assister les cadres qu'ils ont formés dans l'intervention directe qu'ils sont appelés à effectuer a précisé le ministre qui a reconnu que l'expérience a donné moins de résultats positifs dans la capitale de l'Est.

Le membre du gouvernement a avoué également que la police des eaux n'a pas eu l'efficacité attendue. Ce qui a poussé son département ministériel à élaborer un projet de décret qui est actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement pour créer des subdivisions spécialisées dans cette fonction avec les moyens juridiques, matériels et même une rémunération avantageuse pour exercer leur mission de contrôle.

Pour l'irrigation, M. Necib qui a rappelé que 165 structures d'épuration entre stations et lagunes ont été réalisées depuis l'an 2000 a expliqué qu'avec la réalisation d'autres structures dont 30 sont en cours de construction, 1.400.000.000 m³ d'eaux usées seront traités et utilisés pour satisfaire les besoins du secteur agricole. Rappelons que la wilaya de Bordj Bou-Arréridj qui compte 34 hectomètres cubes par an de ressources en eau mobilisées dont 25 hectomètres cubes de ressources souterraines et 9 hectomètres cubes de ressources superficielles dispose d'une dotation de 102 litres par jour par habitant.

Le taux de raccordement au réseau de distribution de cette matière qui est de 3.600 kilomètres, est de 93%. Pour l'assainissement, il est de 91%. Le réseau est de 1.998 kilomètres.

F. D.

La plupart des barrages ont un taux de remplissage de 65%

Tous les barrages du pays ont atteint un taux de remplissage de 65% exception faite de ceux de Ain Zada situés dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj et Ain Dalia qui se trouve à Souk Ahras. Certains d'entre eux déversent de l'eau comme c'est le cas des barrages de Béchar, Tlemcen, Tiaret et Relizane. C'est ce qu'a indiqué le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, qui a estimé qu'il était trop tôt pour parler de sécheresse. Il s'agit selon lui d'un simple retard de pluie.

F. D.

Thank you for

FAIBLESSE DE LA PLUVIOSITÉ À L'EST DU PAYS «L'hypothèse de la sécheresse est incluse dans nos prévisions», affirme Necib

L'EST DU PAYS CONNAÎT, ces derniers mois, une faible pluviosité. Plusieurs wilayas sont concernées par cette situation qui a engendré, comme première conséquence, une perturbation dans l'alimentation en eau potable.

De notre envoyée spéciale à Bordj Bou-Arréridj : **Nouria Bourihane**

Des plans de restriction dans la distribution de l'eau sont déjà mis en place dans les wilayas de l'est du pays, parallèlement à des opérations de sensibilisation sur la rationalisation de l'utilisation de l'eau. Pour faire face à cette situation, le ministère des Ressources en eau compte lancer des «plans d'urgence» dans les wilayas touchées. Ils consistent à mobiliser l'eau à partir des autres wilayas en attendant l'achèvement des projets en cours de réalisation. «Nous avons recensé toutes les wilayas déficitaires, à savoir Bordj Bou-Arréridj, Djelfa, M'sila, Souk Ahras, Tébessa et Oum El Bouaghi. Nous avons lancé des programmes d'urgence pour améliorer leur dotation en eau potable en attendant la réception des ouvrages en cours de réalisation», a indiqué Hocine Necib, ministre des Ressources en eau, en marge de sa visite d'inspection, jeudi

dernier, dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj. Le ministre se dit optimiste et prévoit des solutions à ces situations depuis que «l'hypothèse de la sécheresse» a été incluse dans les prévisions de son département. «On est encore en automne et on espère avoir des pluies d'ici le mois de décembre avec des apports conséquents», a-t-il déclaré. Néanmoins, ce déficit hydrique n'a eu aucun impact sur le stockage des eaux au niveau national. «Nous n'avons enregistré aucun problème et le taux de remplissage des barrages est de 65%», a affirmé le ministre. Seuls deux barrages, ceux de Bordj Bou Arréridj et Souk Ahras, ont connu une baisse de leurs volumes.

PLAN D'URGENCE POUR BORDJ BOU-ARRÉRIDJ
Bordj Bou-Arréridj fait partie des wilayas déficitaires. Le ministre a procédé, jeudi dernier, au lancement de deux projets susceptibles de le mettre à l'abri de tout manque d'eau. «Nous avons établi avec le wali un diagnostic global suite auquel nous avons décidé de lancer un plan d'urgence pour atténuer la souffrance des habitants», a indiqué Necib. Un montant de 100 milliards de centimes a été débloqué pour mobiliser



12.000 m³ d'eau des forages et l'acquisition de 12 camions-citernes pour distribuer l'eau dans les quartiers touchés. Lors de cette visite, le ministre a lancé les travaux du projet de transfert d'eau du barrage de Tilezdit (Bouira) vers les dairas de Mensoura et Lamhir. En outre, les huit communes du nord de la wilaya seront alimentées à partir du barrage de Tichy Haf (Bejaïa). «La réception de ces deux projets est prévue en 2016 mais nous allons procéder à la mise en service par partie à partir de 2015», a assuré Necib. En attendant, le niveau d'eau du barrage d'In Zada a sensiblement baissé. «Ce barrage bénéficiera d'un plan d'extension pour pouvoir alimenter douze communes. Il sera aussi renforcé par les eaux du barrage de Melouane de Sétif», a expliqué le ministre. En outre, la wilaya sera dotée, dans le cadre du prochain programme quinquennal, de deux nouveaux barrages aux Bibans et à Azro. «Ce sont des projets dont l'apport est très important», a-t-il indiqué, confiant de «la nette amélioration» de la situation de l'AEP d'ici à 2016.

■ N. B.

Neuf stations de dessalement de l'eau de mer opérationnelles

Neuf stations de dessalement de l'eau de mer sur les treize que comporte le programme gouvernemental sont opérationnelles. Deux autres (Oran et Chlef) seront mises en service avant la fin de l'année. Les travaux de réalisation de celles d'El Tarf et Bejaïa seront lancés incessamment. «D'ici à 2018, le dessalement de l'eau de mer va répondre à plus de 20% des besoins», a indiqué le ministre des Ressources en eau.

■ N. B.

Lutte contre les fuites d'eau

Le programme de lutte contre les fuites d'eau est en cours d'exécution. Il est lancé dans 17 wilayas et à l'étude dans 20 autres, a indiqué Hocine Necib, précisant que le taux de déperdition se situe à hauteur de 45%. Le ministre table sur une amélioration de la situation en 2020.

■ N. B.

Réactiver la police des eaux

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a annoncé la préparation d'un avant-projet de loi pour réactiver le corps de la police des eaux. Ce texte vise à «rendre plus efficace» ce corps. Outre la révision de son organisation, ce texte prévoit la création de subdivisions fonctionnelles de la police des eaux dans les wilayas «pour ne pas diluer les responsabilités», a indiqué Necib, qui précise, toutefois, que son département ne prévoit pas de changement dans la tarification de l'eau.

■ N. B.



Ministère des Ressources en eau

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib effectuera demain une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Ouargla.

Thank you for trying Soda PDF

عادة ما تتسبب في إلحاق خسائر مادية وبشرية مليار و200 مليون دينار لحماية مدن الأغواط من خطر الفيضانات



حالة طوارئ لمواجهة هاجس خطر الفيضانات مع حلول كل فصل شتاء بالأغواط

واستبدالها بأخرى من نوعية جيدة وبحجم أوسع يسمح بربطها لاحقا بمحطة تصفية المياه المستعملة بمنطقة برج السنوسي، في انتظار استلام محطة ثانية هي قيد الإنجاز بمدينة أفلو، التي تشهد مع مطلع كل شتاء تذبذبات في الأحوال الجوية، تعجل دوما بدخول السلطات المحلية والمصالح المعنية في حالة طوارئ لمواجهة هاجس خطر الفيضانات.

مساعدة، عن طريق ربطها بقناة رئيسية تحمل مواصفات تقنية وعالية الجودة، تسمح باستيعاب وضخ أكبر كمية محتملة من مياه الأمطار، على غرار إقامة جدران واقية بحدود التجمعات السكنية، لحماية المواطنين من خطر مياه الأودية والشعاب بكل من عاصمة الولاية ومدينة أفلو، ناهيك عن حمل المخطط الجديد لعمليات تخص تجديد القنوات الرئيسية بكل محطة،

حكيم. ب

رصدت ولاية الأغواط مليارا و200 مليون دينار جزائري لتفعيل المخطط الاستعجالي للعمليات الاستباقية الموجهة لحماية المدن من أخطار مياه الفيضانات خلال تساقط الأمطار الشتوية التي عادة ما تتسبب في إلحاق العديد من الخسائر المادية التي يروح ضحيتها عشرات الفلاحين على وجه الخصوص.

وكشفت مصادر مطلعة من مديرية الري أن الدراسات التقنية التي أجريت حول عجز محطات تصريف مياه الأمطار عن ضخ أكبر كمية ممكنة من المياه، بعدد من بلديات الولاية، وعجلت باتخاذ كل الإجراءات للحد من وقوع كوارث الفيضانات الشتوية التي تبقى المنطقة الشمالية والجنوبية الشرقية عرضة لها ومن المتوقع استنادا للمصدر أن تتم إعادة الإعتبار للهياكل "الكهروميكانيكية" لمحطات حي المقدر وحي 482 مسكنا إلى جانب المصب الرئيسي المحاذي لوادي

Thal